

GO REQUISITION! STOP EXPULSION

Appel à Manifestation le 23 mars à 15h30
Devant le squat évacué de 1 place Sadi Carnot

À quelques jours de la fin de la trêve hivernale nous, squatteuses, précaires, hébergées du 115, solidaires, prendront la rue pour dénoncer une fois de plus la situation catastrophique de Marseille en matière de logement et demander à la Mairie la réquisition des logements vides . Nous partirons de la place Sadi Carnot, squat symbolique dans lequel plusieurs d'entre nous ont vécu et qui est aujourd'hui vide, expulsé depuis un an et sans projet, alors que ces propriétaires avaient eu l'audace de demander une expulsion en urgence du bâtiment pour des travaux inexistantes ! Nous marcherons jusqu'aux Réformés afin de retrouver la mobilisation contre le SIAO et le 115 qui s'y tiendra.

La deuxième ville de France n'a pas à être fière : Au dernier comptage, 14 000 personnes étaient à la rue. Et 30 000 logements sont vides ! Pourtant on ne cesse de nous répéter qu'il n'y a pas de places. **Pas de place au 115.** Seuls 0.4% des appels au 115 aboutissent à une place en hébergement d'urgence et ce chiffre risque d'empirer avec la suppression de 700 places en 2022.

Pas de place en CADA ou en foyer. Les personnes qui en font la demande attendent des mois sans solutions et celles et ceux qui y sont peuvent parfois en être expulsé sans délai raisonnable pour pouvoir rebondir.

Pas de place en logement social. Il y a une véritable inégalité d'accès au logement selon la situation administrative. Et si depuis peu les DAHO (Droit A l'Hébergement Opposable) aboutissent enfin, c'est un parcours du combattant de déposer un dossier, le système est bouché. Et la situation va s'aggraver dans les prochaines années avec la signature des conventions ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine).

Pas de place pour les mineurs non-accompagnés "déminorisés" en recours. Aucun dispositif n'est prévu pour héberger ces jeunes entre leur remise à la rue par l'aide sociale à l'enfance (ASE) et la décision finale du juge des enfants, souvent en leur faveur.

De nombreuses personnes n'ont d'autres solutions que de faire confiance à des marchands de sommeil. D'autres occupent des bâtiments vides. On dénombre entre 5 000 et 9 000 personnes qui vivent en squat à Marseille, dans des squats gratuits ou payants.

Nous sommes fatiguées de voir les portes anti-squat des immeubles vides à Marseille, parce que leurs propriétaires spéculent en toute impunité ! Nous sommes fatiguées de constater l'inaction des pouvoirs publics malgré nos nombreuses alertes !

Alors que nous subissons une répression croissante entre les arrêtés d'expulsion démultipliés ces dernières semaines et leur mise en oeuvre imprévisible, rapide et parfois dangereuse de la police. La Mairie avait pourtant fait de belles promesses en 2020, dans son programme, page 9 « Le printemps Marseillais s'engage à : Identifier, remettre en location ou aider à la remise en location des logements vides, sous peine de mise en oeuvre des procédures légales de réquisition (plus de 30 000 logements vacants à Marseille) »

Nous demandons à la Mairie de Marseille l'arrêt des expulsions locatives et des squats sans relogement digne. Depuis des années nous occupons des bâtiments vides, mais souvent ces solutions sont précaires et la menace d'expulsion violente et humiliante est bien réelle. Et quand

nous nous faisons expulser, si par miracle nous sommes relogées, les conditions sont si indignes que nous finissons par squatter à nouveau. Les personnes hébergées en hôtel dénoncent l'absence de dignité de leur situation : pas de cuisine, des punaises de lit, la sur occupation des chambres, et la peur d'être remises à la rue du jour au lendemain.

Nous demandons à la Mairie de reconnaître l'État d'urgence du Logement à Marseille et de réquisitionner les bâtiments vacants appartenant à des collectivités locales, à des administrations, à l'état, à des banques, à des compagnies d'assurance, à de gros propriétaires, à des professionnels de

l'immobilier. Cela afin que chaque personne en faisant la demande puisse avoir accès à un toit. La plupart d'entre nous accepterait de payer un prix légitime : les charges d'énergie et une participation pour l'entretien de la maison, malgré le fait que l'État français ne nous laisse pas travailler.

L'arrivée de réfugiées ukrainiennes repose dans le débat public la question de ce pouvoir de réquisition. Nous nous en félicitons. Nous attendons un geste exemplaire, pour toutes, quelque que soit sa situation administrative, familiale et quelque soit son pays d'origine !

Nous demandons à la Mairie de Marseille la réquisition des bâtiments vides. La fin de la trêve hivernale est comme chaque année source d'angoisse quand à nos foyers, la scolarisation de nos enfants. Mais nous sommes prêtes à nous battre. Nous voulons conserver les bâtiments que nous occupons actuellement, parce que nous savons que la plupart d'entre eux vont à nouveau être vides pendant des années après notre expulsion et que ça n'a pas de sens.

Nous demandons à la Mairie la réquisition des bâtiments vides, mais si elle continue à ne pas répondre, nous réquisitionnerons nous même ces bâtiments vides ! Il en va de notre dignité